

Association OGEC BETHANIE ST JOSEPH

Siège social : 3 Rue Gambetta

85110 CHANTONNAY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2024

Au Conseil d'Administration de l'association OGEC BETHANIE ST JOSEPH,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC BETHANIE ST JOSEPH relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821.180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

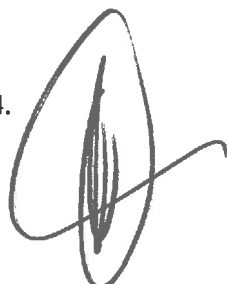
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Chantonnay,

Le 4 décembre 2024.



SARL AVENCIA-SYGECAUDIT, commissaire aux comptes

Représentée par Julien SELLIER, associé signataire

Membre de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique

Pièces Annexes



BILAN ACTIF & PASSIF AU 31 AOUT 2024



COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DU 31 AOUT 2024

Bilan Actif 01/09/2023 - 31/08/2024

	ACTIF	Valeur Brut (N)	Amortissement et provisions (N)	Valeur Nette (N)	Valeur Nette N-1
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Concessions, licences, logiciels, droits et vale	7 467	7 467	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 467	7 467	-	-
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	- Terrains	-	-	-	-
	- Aménagements de terrains	161 321	94 130	67 191	73 661
	- Constructions sur sol propre...	-	-	-	-
	- Constructions sur sol d'autrui	13 279 477	9 874 473	3 405 004	3 648 169
	- Installations, mobilier et matériel d'activité	1 513 999	1 395 754	118 245	105 099
	- Matériel de transport	11 331	11 331	-	-
	- Mobilier/matériel de bureau et d'informatique	465 435	420 676	44 759	89 621
	- Immobilisations grévées de droit	-	-	-	-
	- Immobilisations en cours	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 431 562	11 796 364	3 635 199	3 916 549
A C T I F C I R C U L A N T	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	- Participations	-	-	-	-
	- Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
	- Prêts	54 184	-	54 184	56 330
	- Dépôts et cautionnements	715	-	715	715
	- Autres créances immobilisées	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	54 899	-	54 899	57 045
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	15 493 928	11 803 830	3 690 097	3 973 594
	- STOCKS EN COURS	-	-	-	-
	CREANCES ET COMPTES RATTACHES				
	- Fournisseurs	192	-	192	-
	- Familles ou élèves	4 065	-	4 065	2 002
	- Personnel et charges sociales à récupérer	100	-	100	-
	- Collectivités publiques	-	-	-	-
	- Débiteurs divers	108 450	-	108 450	42 709
	TOTAL CREANCES ET COMPTES RATTACHES	112 807	-	112 807	44 711
	PLACEMENTS : VALEURS MOBILIERES ET AUTRES				
	- Placements	700 000	-	700 000	900 000
	- Intérêts courus non échus	-	-	-	-
	TOTAL PLACEMENTS : VAL, MOBILIERES ET AUTRES	700 000	-	700 000	900 000
R E G U L	DISPONIBILITES				
	- Banques, établissements financiers & assimilés	456 600	-	456 600	471 803
	- Caisse	970	-	970	1 221
	- Régies d'avances et accreditifs	-	-	-	-
	TOTAL DISPONIBILITES	457 570	-	457 570	473 023
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCES				
		97 972	-	97 972	55 638
	TOTAL ACTIFS CIRCULANT ET ASSIMILES (II)	1 368 349	-	1 368 349	1 473 373
	INTERETS D'EMPRUNTS A ETALER (III)	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I + II + III)	16 862 277	11 803 830	5 058 446	5 446 966

Bilan Passif 01/09/2023 - 31/08/2024

	PASSIF	Avant Affectation N	Affectation N	Après Affectation N	Valeur Nette N-1
F O N D S P R O P R E S & A S S I M I L E S	FONDS ASSOCIATIF SANS DROIT DE REPRISE				
	- Valeur du patrimoine intégré	111 833		111 833	111 833
	- Fonds statutaire	-		-	-
	- Apport sans droit de reprise	-		-	-
	- Libéralités ayant le caractère d'apport	-		-	-
	- Subventions d'investissement affectées à des bie	-		-	-
	TOTAL FONDS ASSOCIATIF SANS DROIT DE REPRISE	111 833	-	111 833	111 833
	RESERVES				
	- Réserves générales de gestion	-		-	-
	- Réserves statutaires	-		-	-
	- Réserves d'investissement	1 493 793		1 493 793	1 589 641
	- Réserve de Trésorerie	-		-	-
	- Autres réserves	-		-	-
	TOTAL RESERVES	1 493 793	-	1 493 793	1 589 641
	RESULTAT ET REPORT A NOUVEAU				
P R O V D E T T E S	- Report à nouveau	1 322 514		1 322 514	1 322 514
	- Résultat de l'exercice	- 26 376		- 26 376	- 95 848
	TOTAL RESULTAT ET REPORT A NOUVEAU	1 296 138	-	1 296 138	1 226 667
	SUBV. ET PARTICIPATIONS D'INVEST. AMORTISSABLES				
	- Subv. D'invest. Affectées à des biens non renouv	-		-	-
	- Subv. D'invest. Reçues avec obligations d'amorti	485 497	234 385	251 111	234 516
	- Taxe d'apprentissage	-	-	-	-
	TOTAL SUBV. ET PARTICIPATIONS D'INVEST. AMORTISSABLES	485 497	234 385	251 111	234 516
	TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES (I)	3 387 261	234 385	3 152 876	3 162 657
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
D E T T E S	- Pour gros entretiens	-		-	-
	- Pour autres charges et risques	-		-	-
	- Pour indemnités de départ à la retraite	51 521		51 521	77 887
	TOTAL PROVISIONS (II)	51 521	-	51 521	77 887
	EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLIS. DE CREDIT				
	- Capital emprunté	1 626 245		1 626 245	2 004 112
	- Intérêts	4 104		4 104	4 719
	TOTAL EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLIS. DE CREDIT	1 630 348	-	1 630 348	2 008 830
	AUTRES DETTES				
	- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-		-	3 360
P R O D U I T S	- Fournisseurs et comptes rattachés	59 465		59 465	29 825
	- Familles : Avances et acomptes reçus	32 842		32 842	33 492
	- Dettes relatives au personnel	64 885		64 885	65 216
	- Etat et autres collectivités publiques	9 478		9 478	10 240
	- Confédérations, Fédérations, Associations et org	-		-	-
	- Autres dettes	55 738		55 738	42 303
	TOTAL AUTRES DETTES	222 408	-	222 408	184 436
	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	1 293		1 293	13 157
	TOTAL DETTES & ASSIMILEES (III)	1 854 049	-	1 854 049	2 206 423
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III)	5 292 831	234 385	5 058 446	5 446 966

COMPTE DE RESULTAT DETAILLE 01/09/2023 - 31/08/2024

CHARGES		TOTAL			
N° des COMPTES	GESTION SCOLAIRE - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	N	N-1	Evolution en %	Prév. 2024-2025
64/63/62	COUTS DE PERSONNEL				
641	- Appointements bruts	1 171 950	1 133 306	3,41%	1 153 875
643	- Rémunérations diverses	21 644	17 862	21,17%	15 200
645/647	- Charges sociales et assimilées	311 888	292 708	6,55%	358 100
631/3/8/9	- Charges fiscales et assimilées	53 332	52 349	1,88%	-
648	- Autres charges de personnel	8 523	8 144	4,66%	8 750
621	- Personnel intérimaire et extérieur	171 080	186 659	-8,35%	162 000
649	- Remboursement de charges de personnel (déduire)	-	-		-
A	TOTAL COUTS DE PERSONNEL	1 738 417	1 691 028	2,80%	1 697 925
60	CONSOMMATIONS				
60451	- Prestations de services extérieures (ANETT, NEVA	65 618	64 043	2,46%	68 000
604	- Activités pédagogiques (voyages ...)	283 475	287 235	-1,31%	303 450
6061	- Energie et fluides	127 481	127 720	-0,19%	145 650
6063	- Fournitures d'alimentation	524 469	476 928	9,97%	518 100
6065/7	- Matières, fournitures et petit matériel : logist	88 292	108 211	-18,41%	98 000
6068	- Matières, fournitures et petit matériel : pédago	49 027	48 896	0,27%	52 000
607	- Livres et fournitures pour cession aux familles	19 681	17 678	11,33%	17 000
	SOUS TOTAL CONSOMMATIONS	1 158 043	1 130 710	2,42%	1 202 200
61	AUTRES CHARGES EXTERNES				
612	- Redevance Crédit bail (biens mobiliers)	-	-		-
61321	- Locations immobilières	-	-		-
6135	- Locations mobilières	33 924	26 016	30,40%	33 800
6152	- Entretien et réparations : biens immobiliers	32 107	32 457	-1,08%	34 500
6155	- Entretien et réparations : biens mobiliers	11 901	9 205	29,28%	13 000
6156	- Contrats de maintenance	15 545	14 338	8,42%	16 500
616	- Primes d'assurances	21 761	21 774	-0,06%	23 500
618	- Documentations et divers	355	279	27,32%	310
	SOUS TOTAL AUTRES CHARGES EXTERNES	115 593	104 069	11,07%	121 610
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS				
622	- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	20 911	18 369	13,84%	18 250
623	- Information, publications et relations publiques	16 947	12 823	32,17%	17 000
625	- Déplacements, missions et réceptions	15 885	13 306	19,38%	16 000
626/7	- Frais postaux, de télécommunications, services b	19 661	19 497	0,85%	20 500
628	- Cotisations et divers	254 076	252 996	0,43%	262 950
	SOUS TOTAL AUTRES SERVICES EXTERIEURS	327 480	316 990	3,31%	334 700
63	AUTRES IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES				
635	- Impôts et taxes relatifs aux locaux	30 603	31 100	-1,60%	33 000
654	- Autres impôts divers	-	-		-
	SOUS TOTAL AUTRES IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES	30 603	31 100	-1,60%	33 000
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE				
651/8	- Licences, logiciels et charges diverses de gesti	11 943	11 805	1,16%	12 900
654	- Pertes sur créances irrécouvrables	-	-		-
	SOUS TOTAL AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	11 943	11 805	1,16%	12 900
66	CHARGES FINANCIERES				
661/667	- Charges d'intérêts	46 933	49 324	-4,85%	39 220
668	- Autres charges financières	-	-		-
	SOUS TOTAL CHARGES FINANCIERES	46 933	49 324	-4,85%	39 220
68	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
6811	- Dot. aux amortissements : charges de fonctionnem	444 681	487 386	-8,76%	405 510
6815	- Dot. aux provisions pour risques	51 521	77 887	-33,85%	41 300
6816/7	- Dot. aux provisions pour dépréciations	-	-		-
	SOUS TOTAL AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	496 202	565 273	-12,22%	446 810
A1	TOTAL AUTRES COUTS	2 186 798	2 209 271	-1,02%	2 190 440
B	TOTAL CHARGES BRUTES DE FONCT. COURANT (A+A1)	3 925 215	3 900 300	0,64%	3 888 365
	CHARGES EXCEPTIONNELLES ANTERIEURES ET DIVERSES				
671	- Charges exceptionnelles sur opérations de gestio	20	98	-79,48%	-
672	- Charges sur exercices antérieurs	-	-		-
675	- Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	-	-		-
687	- Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-		-
C	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	20	98	-79,48%	-
K	(B+C) TOTAL DES CHARGES DE L'EXERCICE	3 925 235	3 900 398	0,64%	3 888 365
*	(K-L) RESULTAT : EXCEDENT DE L'EXERCICE				31 353
86	- Emploi des contributions en nature (Personnel Bé	10 613	10 356	2,48%	-
	TOTAUX	3 935 848	3 910 754	0,64%	3 919 718

COMPTE DE RESULTAT DETAILLE

PRODUITS

TOTAL

N° des COMPTES	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	N	N-1	Evolution en %	Prév. 2024- 2025
7061	PARTICIPATION DES FAMILLES (activités principales)				
706110	- Contribution des familles	529 873	543 288	-2,47%	547 697
70612	- Restauration	1 361 504	1 270 241	7,18%	1 372 320
70613	- Internes Lycée	104 725	97 692	7,20%	109 805
709	RABAIS, REMISES, REDUCTIONS (à déduire)	21 254	19 696	7,91%	22 105
D	PARTICIPATIONS DES FAMILLES	1 974 848	1 891 526	4,41%	2 007 717
7065	PARTICIPATIONS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUES				
70651	- Participation Etat	419 120	443 607	-5,52%	431 280
70653	- Participation Département	559 663	542 369	3,19%	559 670
70654	- Participation Communes	264 415	256 322	3,16%	260 300
E	PARTICIPATIONS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUES	1 243 199	1 242 298	0,07%	1 251 250
74	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR AUTRES ACTIVITES				
741	Subventions Etat	-	-		-
743	- Subventions Etat	447	2 531	-82,34%	435
744	- Subventions Département	-	2 500	-100,00%	-
748	- Subventions Communes	19 500	20 934	-6,85%	18 600
	- Subventions autres	6 673	7 224	-7,62%	6 300
F	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	26 620	33 189	-19,79%	25 335
708	PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES				
708110	- Location immeubles	12 020	12 325	-2,47%	15 300
708120	- Avantage en nature personnel	19 056	17 979	5,99%	18 350
70822	- Activités pédagogiques (voyages, sorties ...)	267 507	263 524	1,51%	277 520
70824 à 70828	- Prestations annexes aux élèves	48 046	47 155	1,89%	64 000
7083	- Prestations diverses aux tiers	624	157	297,20%	-
7086	- Prestations diverses	66	-		-
	SOUS TOTAL PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	347 319	341 141	1,81%	375 170
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE				
758	- Autres produits divers de gestion courante	23 359	40 130	-41,79%	17 930
	SOUS TOTAL AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	23 359	40 130	-41,79%	17 930
76	PRODUITS FINANCIERS	28 454	23 029	23,56%	33 000
78	REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
7811	- Reprise sur amortissement des immobilisations	-	-		-
7815	- Reprise sur provisions pour risques	77 887	69 217	12,53%	51 521
7816/7	- Reprise sur provisions pour dépréciations	-	-		-
	SOUS TOTAL REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	77 887	69 217	12,53%	51 521
790	TRANSFERT DE CHARGES	-	-		-
G	AUTRES PRODUITS	477 018	473 515	0,74%	477 621
H	TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT (D+E+F+G)	3 721 684	3 640 528	2,23%	3 761 923
77/78	PRODUITS EXCEPTIONNELS, ANTERIEURS ET DIVERS				
771	- Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 015	33	12066,67%	-
772	- Produits sur exercices antérieurs	6 547	-		-
775	- Produits des cessions d'éléments d'actif	-	-		-
777	- Quote part subvention investissement virée au ré	166 613	163 989	1,60%	149 795
J	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	177 175	164 022	8,02%	149 795
L	(H+J) TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE	3 898 859	3 804 550	2,48%	3 911 718
*	(K-L) RESULTATS : DEFICIT DE L'EXERCICE	26 376	95 848	-72,48%	
87	- Contributions volontaires en nature (bénévolat)	10 613	10 356	2,48%	-
	TOTAUX	3 935 848	3 910 754	0,64%	3 911 718
	CAF	225 326	236 219	-4,61%	

ANNEXE

Exercice clos le 31/08/2024

WISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

1. INFORMATIONS GENERALES

a) Identification de l'OGEC, objet social, activités, moyens mis en œuvre

Nom et adresse : OGEC BETHANIE ST JOSEPH
3, rue Gambetta
85111 CHANTONNAY

Etablissements dont l'OGEC assure la gestion : Ecole Béthanie et Collège Saint Joseph ainsi que la restauration des 3 établissements scolaires (Ecole Béthanie, Collège Saint Joseph et Lycée Sainte Marie)

Date de création : 15/05/1948

Objet social : L'association a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, des accords conclus au sein de l'Enseignement Catholique d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. L'association pourra se livrer à toute activité se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes. A cette fin elle pourra réaliser toutes les activités parascolaires telles que l'accueil, l'hébergement, la restauration, la mise à disposition de locaux, et d'une manière générale se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal. Elle pourra passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet. L'OGEC BÉTHANIE – ST JOSEPH assure également la restauration de l'OGEC STE MARIE.

Nature et périmètre des activités réalisées :

Activités pédagogiques	Nombre de classes Rentrée 2023	Nombre d'élèves Rentrée 2023
Enseignement primaire : Ecole maternelle et élémentaire	5 classes maternelles 10 classes élémentaires 1 classe d'intégration scolaire	369
Enseignement secondaire : Collège	31 classes	818

Activités annexes
Restauration scolaire
Etude du soir
Accueil Périscolaire

Moyens mis en œuvre :

- ✓ **Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat :** 23 à l'Ecole et 56 au Collège
- ✓ **Personnel salarié OGEC :** 44 ETP sur 2023/2024
- ✓ **Propriétaire des locaux scolaires :** APECAV. L'OGEC est locataire agissant pour le compte du propriétaire

b) Faits marquants de l'exercice

Début février 2022, l'Ukraine a été envahie par la Russie, guerre toujours en cours à ce jour, cela impacte le marché agricole, notamment avec l'envolée des prix de matières premières. Il est toutefois difficile de chiffrer l'impact sur les prix d'achats concernant le service restauration.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

VOISE PAR LE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

a) Durée et date de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er septembre 2023 au 31 août 2024.

b) Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la FNOGEC (Fédération Nationale des Organismes de Gestion des Etablissements de l'Enseignement catholique)

Les comptes de l'exercice clos le 31 août 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales comptables dans le respect du principe de prudence, de sincérité et d'image fidèle. Également, les conventions retenues tiennent compte de la continuité de l'exploitation, de l'indépendance des exercices et de la permanence des méthodes.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

3. NOTES SUR LE BILAN

a) L'actif immobilisé, les fonds propres et assimilés

Les mouvements ayant affecté les différents postes de l'actif immobilisé sont repris dans le tableau 1

✓ Les immobilisations incorporelles

Cette rubrique comprend la valeur des licences et droits d'utilisation de divers logiciels informatiques.

✓ Les immobilisations corporelles

L'OGEC n'étant pas assujetti à la TVA, les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition TTC (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, également toutes taxes comprises.

✓ Amortissements et provisions

Les mouvements ayant affecté les différents postes d'amortissement et provisions sont récapitulés dans les tableaux 2 et 3.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. En ce qui concerne les investissements subventionnés par le Conseil Général de Vendée, les durées d'amortissement sont les suivantes :

- 25 ans pour les constructions neuves à compter de l'achèvement des travaux.
- 10 à 25 ans pour les rénovations de locaux à compter de l'achèvement des travaux.
- 3 à 12 ans selon la nature des équipements réalisés à compter de la date de mise en service.

Au 31/08/2024, le poste des immobilisations en cours était de 0 €.

Concernant la provision Indemnité de Départ en Retraite à compter de l'exercice au 31/08/2024, les modalités de calcul ont pris en compte les personnes à partir de l'âge de 54 ans et susceptible de prendre leur retraite à 64 ans au lieu de 62 ans.

✓ **Les immobilisations financières**

Les immobilisations financières ont été évaluées à leur coût d'achat, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un élément d'actif non amortissable est inférieure à sa valeur comptable.

✓ **Subventions d'investissement**

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel. La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Le tableau 4 de suivi des subventions d'investissement comprend : la variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice et le détail des subventions d'investissement.

b) L'actif circulant et les dettes

✓ **Les créances et dettes**

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Ces éléments sont récapitulés dans le tableau 5.

Les dettes auprès d'établissements de crédit représentent un capital restant dû de 1 626 245 euros dont l'échéancier s'établit comme suit :

- 285 102 euros à – d'1 an
- 816 470 euros à + d'1an et – de 5 ans
- 524 673 euros à + de 5 ans

✓ **Détail des Produits à recevoir et des charges à payer**

Produits à recevoir

Montants

Débiteurs divers	108 450
TOTAL	108 450

Les charges à payer

Montants

Intérêts courus sur emprunts de crédit	4 104
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	59 465
Familles : avances et acomptes reçus	32 842
Dettes fiscales et sociales	61 295
Dettes provisionnées sur congés payés	13 068
Autres Dettes	55 738
TOTAL	226 512

✓ **Détail des charges et produits constatés d'avance**

Charges constatées d'avance

Ce poste de régularisation Actif s'élève à 97 972 euros et comprend la valeur des stocks au 31 août 2024 pour 16 159 euros.

Le solde de ce compte, soit 81 813 euros est principalement constitué de diverses factures ou échéances (maintenance, assurance dont les assurances dommage ouvrage, acompte voyages scolaires, location et diverses fournitures scolaires) concernant l'exercice prochain.

Produits constatés d'avance

Le montant est de 1 293 € au 31 août 2024 et se compose de la subvention plan collège numérique et de la subvention manuels scolaires.

Produits et charges exceptionnels

Le solde créditeur de 177 155 € du résultat exceptionnel a essentiellement pour origine la quote-part de subvention virée au compte de résultat (166 613 € correspondant à 128 993 € de la subvention Loi Falloux 2023 finançant des capitaux d'emprunt et 37 620 € d'amortissements des subventions des biens renouvelables sur l'exercice 2023/2024).

4. AUTRES INFORMATIONS

a) Engagement financiers reçus

		Montant en Euros
Emprunt CMO 1 250 000 € du 15/09/2010	Cautionnement solidaire de l'APECAV	625 000 €
Emprunt CMO 1 250 000 € du 15/09/2010	Cautionnement solidaire du Conseil Général de la Vendée	625 000 €
Emprunt CRCA 1 250 000 € du 15/06/2011	Cautionnement solidaire du Conseil Général de la Vendée	625 000 €
Emprunt CRCA 900 000 € du 14/03/2013	Cautionnement solidaire de l'APECAV	900 000 €
Emprunt CRCA 650 000 € du 31/08/2013	Cautionnement solidaire de l'APECAV	650 000 €
Emprunt CRCA 174 000 € du 10/01/2018	Cautionnement solidaire de l'APECAV	174 000 €
Emprunt CRCA 465 000 € du 10/11/2018	Cautionnement solidaire du Conseil Général de la Vendée	232 500 €
Emprunt CRCA 465 000 € du 10/11/2018	Cautionnement solidaire de l'APECAV	232 500 €
Emprunt CRCA 800 000 € du 10/11/2019	Cautionnement solidaire de l'APECAV	400 000 €
Emprunt CRCA 800 000 € du 10/11/2019	Cautionnement solidaire du Conseil Général de la Vendée	400 000 €
TOTAL		4 864 000 €

b) Contributions volontaires en nature

Sur l'exercice 2023/2024, l'OGEC a bénéficié de contributions volontaires en travail (personnel bénévole) qui ont fait l'objet d'une comptabilisation d'un montant de 10 613,15 € pour 911 heures. Ce bénévolat concerne principalement les administrateurs de l'OGEC, les parents membres de l'APEL Ecole ou Collège, les catéchistes, ...

TABLEAU 1

ACTIF IMMOBILISE en Euros

IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Acquisitions, créations	Cessions, diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Frais de recherche et dévelop.	-	-	-	-
Autres immos incorporelles	7 467			7 467
TOTAL 1	7 467	0	0	7 467
Agenc. et aménag. / terrain autrui	161 321			161 321
Constructions sur sol autrui	13 153 660	125 817		13 279 477
Installation, mobilier et matériel d'activité	1 476 486	37 513		1 513 999
Matériel de transport	11 331			11 331
Mobilier / Matériel de bureau et informatique	465 435			465 435
Immos corporels en cours	0			0
Autres immos corp. en cours	0			0
TOTAL 2	15 268 232	163 330	0	15 431 562
Prêts à la construction	56 330		2 146	54 184
Dépôts et cautionnements versés	715			715
TOTAL 3	57 045	0	2 146	54 899
TOTAL GENERAL (1+2+3)	15 332 744	163 330	2 146	15 493 928

TABLEAU 2

AMORTISSEMENTS en Euros

IMMOBILISATIONS AMORT.	Montant en début d'exercice	Augmentation	amort. /sorties d'immos	Montant net en fin d'exercice
Frais de recherche et développ.	-	-	-	-
Autres immos incorporelles	7 467			7 467
<u>TOTAL 1</u>	7 467	0	0	7 467
Agenc. et aménag. / terrain autrui	87 659	6 470		94 129
Constructions sur sol autrui	9 505 491	368 982		9 874 473
Installation, mobilier et matériel d'activité	1 371 387	24 367		1 395 754
Matériel de transport	11 331			11 331
Mobilier / Matériel de bureau et informatique	375 814	44 862		420 676
<u>TOTAL 2</u>	11 351 682	444 681	0	11 796 364
<u>TOTAL GENERAL (1+2)</u>	11 359 149	444 681	0	11 803 830

TABLEAU 3

PROVISIONS en Euros

NATURE DES PROVISIONS	Montant en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Provisions amendes et pénalités	-	-	-	-
<u>TOTAL 1</u>	-	-	-	-
Provisions sur stocks et en cours	-	-	-	-
Provisions sur comptes clients	639		639	0
Provisions / ind. départ en retraite	77 887	51 521	77 887	51 521
<u>TOTAL 2</u>	78 526	51 521	78 526	51 521
<u>TOTAL GENERAL (1+2)</u>	78 526	51 521	78 526	51 521

Exercice 2023-2024

TABEAU 4

TABEAU DE RETRAITEMENT DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT en Euros

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant nominal	Augmentation	Cumul amorti au 01/09/2023	Dotation de l'exercice 2023/2024	Cumul amorti au 31/08/2024	Reste à amortir	Diminution	Solde au 31/08/2024
131300 - SUBVENTIONS DEPARTEMENT AVANT 2007 RESTANT A AMORTIR								
LOI FALLOUX 1998	177 908,00		177 908,00		177 908,00	0,00	-177 908,00	
LOI FALLOUX 1999	54 554,95		52 372,57	2 182,38	54 554,95	0,00		
131300 - SUBVENTIONS DEPARTEMENT AFFECTEES A DES BIENS RENOUVELABLES RETRAITEES SUITE AU CHANGEMENT DE METHODE LIE AU REGLMENT ANC 2018-06								
LOI FALLOUX 2014	14 771,00		13 293,92	1 477,08	14 771,00	0,00		
LOI FALLOUX 2015	22 966,00		12 247,80	1 531,07	13 778,87	9 187,13		
LOI FALLOUX 2016	37 628,00		10 535,86	1 505,12	12 040,98	25 587,02		
LOI FALLOUX 2017	36 069,00		10 820,70	1 803,45	12 624,15	23 444,85		
LOI FALLOUX 2018	38 248,00		19 124,00	3 824,80	22 948,80	15 299,20		
LOI FALLOUX 2019	22 305,00		5 948,76	1 487,00	7 435,76	14 869,24		
SUBVENTION SECURISATION ECOLE	5 847,00		3 517,52	640,98	4 258,58	1 588,42		
SUBVENTION SECURISATION COLLEGE	10 862,00		3 586,51	1 114,68	4 701,20	6 160,80		
PLAN COLLEGE NUMERIQUE 2017	10 875,87		9 985,04	549,19	10 534,23	341,64		
PLAN COLLEGE NUMERIQUE 2019	25 370,23		25 370,23		25 370,23	0,00	-25 370,23	
PLAN COLLEGE NUMERIQUE 2020	25 894,69		25 737,85	156,84	25 894,69	0,00		
PLAN COLLEGE NUMERIQUE 2021	24 542,47		15 329,00	6 167,20	21 496,20	3 046,27		
PLAN COLLEGE NUMERIQUE 2022	17 208,60		11 472,40	5 736,20	17 208,60	0,00		
131300 - SUBVENTIONS DEPARTEMENT SUR EXERCICE 2023/2024								
LOI FALLOUX 2023 NON AFFECTEE A DES BIENS NON RENOUVELABLES	85 995,33	42 997,67					-128 993,00	
LOI FALLOUX 2024 NON AFFECTEE A DES BIENS NON RENOUVELABLES A RECEVOIR		94 600,00						
PLAN COLLEGE NUMERIQUE 2022 SOLDE AFFECTEE A DES BIENS RENOUVELABLES	7 375,11			2 458,37	2 458,37	4 916,74		
PLAN COLLEGE NUMERIQUE 2023 AFFECTEE A DES BIENS RENOUVELABLES	16 137,98	8 068,99	2 692,61	4 841,39	7 534,00	8 603,98		
PLAN COLLEGE NUMERIQUE 2024 AFFECTEE A DES BIENS RENOUVELABLES		17 156,46		232,38	232,38	16 924,08		
131800 - AUTRES SUBVENTIONS DEPARTEMENT SUR EXERCICE 2022/2023								
SUBVENTION LYCEE SAINTE MARIE CAFETERIA		20 385,44		1 912,37	1 912,37	18 473,07		
TOTAL GENERAL	634 559,23	183 208,56	400 042,87	37 620,49	437 663,36	113 045,29	-332 271,23	485 496,56
			437 663,36					

TABLEAU 5

ECHEANCES, CREANCES ET DETTES en Euros

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	54 899	2 182	52 717
Créances rattachées à des particip.	0	0	0
Prêts	54 184	2 182	52 002
Dépôts et cautionnements versés	715	0	715
ACTIF CIRCULANT	210 779	210 679	0
Clients douteux ou litigieux	0	0	0
Autres créances clients (débiteurs)	4 065	4 065	0
Fournisseurs débiteurs	192	192	0
Personnel et comptes rattachés	100	0	0
Sécurité Sociale et autres Org. Soc.	0	0	0
Etat et autres collectivités publiques	0	0	0
Déb. div. (pdts à rec. + cptes d'atten.)	108 450	108 450	0
Charges constatées d'avance	97 972	97 972	0
TOTAL GENERAL	265 678	212 861	52 717

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5ans
Emprunts et dettes / Etps de crédit	1 626 245	285 103	816 470	524 673
Emprunts & dettes fin. (Int. cours)	4 104	4 104		
Fournisseurs et comptes rattachés	59 465	59 465		
Dettes sociales et fiscales	61 295	61 295		
Dettes provisionnes sur congés payes	13 068	13 068		
Dettes sur immos et cptes rattachés	0	0		
Familles : avances et acomptes reçus	32 842	32 842		
Autres dettes (ch. à payer +clients créd.)	55 738	55 738		
Produits constatés d'avance	1 293	1 293		
TOTAL GENERAL	1 854 049	512 907	816 470	524 673

en Euros

Emprunts souscrits en cours d'exercice	0
Emprunts remboursés sur l'exercice	377 867